

L'OMBRE DU NATIONAL-POPULISME

Les défaites de Geert Wilders et de Marine Le Pen ont empêché l'émergence du « printemps patriotique » européen. Mais elles n'ont pas arrêté la progression du populisme europhobe et antimigrants.

PAR OLIVIER ROGEAU

Fallait-il vraiment pousser un « ouf » de soulagement au lendemain des défaites électorales de Geert Wilders et de Marine Le Pen ? Après la sidération suscitée par le Brexit et la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine, les résultats des élections néerlandaises et françaises ont rassuré ceux qui, dans un Occident en pleine crise identitaire, s'inquiétaient d'une montée inexorable du populisme et du nationalisme, voire d'une désintégration de l'Europe. « Les résultats du scrutin néerlandais signent la fin du populisme pro-Brexit en Europe », s'est réjoui le journal britannique *The Independent*, au lendemain des législatives remportées par le Premier ministre libéral sortant Mark Rutte. Tout aussi enthousiaste, l'hebdomadaire libéral allemand *Die Zeit* a commenté ainsi la défaite du tribun islamophobe Geert Wilders : « Pour l'Europe, cela est porteur d'un immense espoir. La marche en avant des nationalistes (...) n'est pas une fatalité. » De même, certains se sont hâtés, au soir du second tour de la présidentielle française, de lire dans la victoire de l'européiste Emmanuel Macron face à la nationaliste Marine Le Pen le signe d'un « reflux de la vague populiste ». Mais les résultats des élections en Allemagne, en Autriche et en République tchèque ont douché leurs espoirs. Les scrutins de l'automne ont tous été marqués par une forte progression des partis hostiles à l'immigration et à l'Union européenne.

Conscient de l'enjeu européen, Mark Rutte a vu dans les législatives néerlandaises de la mi-mars le « quart de finale » d'un tournoi contre le populisme, la présidentielle française des 23 avril et 7 mai constituant la « demi-finale », et les législatives allemandes du 24 septembre, la « finale ». Bilan du « tournoi », après la victoire du libéral Mark Rutte, celle du centriste Emmanuel Macron et celle, plus étriquée, de la chancelière conservatrice Angela Merkel : une défaite en trompe-l'œil du populisme et du nationalisme. Certes, en « quart de finale », le Premier ministre néerlandais a largement devancé l'extrême droite anti-islam. Le PVV de Geert Wilders, qui avait caracolé en tête des intentions de vote pendant des mois et espérait bien décrocher plus de 30 sièges, est arrivé deuxième avec 20 sièges, loin derrière les libéraux du VVD (33 sièges) et quasi à égalité avec les chrétiens-démocrates du CDA et les centristes de D66 (19 sièges chacun). Toutefois, le Premier ministre doit surtout son succès à l'escalade diplomatique entre La Haye et Ankara, consécutive à l'annulation de rassemblements pro-Erdogan prévus sur le sol néerlandais. Les électeurs, impressionnés par sa fermeté face aux insultes du président turc, se sont rassemblés derrière leur « chef de crise ». Sept mois après le scrutin, il a réussi à constituer sa troisième coalition d'affilée, un gouvernement qui rassemble le VVD, D66 et deux partis conservateurs. Mais cette majorité ne tient qu'à un seul siège et Geert Wilders a promis une opposition « très dure » pour faire en sorte

que le « printemps patriotique » → → annoncé par l'extrême droite européenne ait bien lieu.

L'extrême droite banalisée

En « demi-finale », Emmanuel Macron a remporté, à 39 ans, son incroyable pari : devenir président de la République en se positionnant au centre de l'échiquier politique et en s'affranchissant des partis traditionnels. Le soir de sa victoire, le président élu s'est livré à un exercice hautement symbolique : il a parcouru en solitaire l'esplanade du Louvre, à Paris, au son de l'hymne européen. Avec 66 % des voix, l'ex-ministre de l'Economie a largement battu Marine Le Pen, que certains voyaient déjà à l'Elysée. La prestation catastrophique de la candidate du Front national lors du débat d'entre-deux-tours ne lui a pas permis de franchir la barre de 40 %, son véritable objectif. Toutefois, avec 11 millions de suffrages, elle a atteint un niveau inégalé, deux fois plus élevé que celui obtenu quinze ans plus tôt par son père. Sa politique de dédramatisation du parti a porté ses fruits.

Certes, le FN est dans une mauvaise passe depuis l'échec à la présidentielle et la contre-performance du parti aux législatives (14 % des voix, 8 députés). En cause le manque de clarté de son programme sur la sortie de l'euro et une crise interne, marquée par le départ du Florian Philippot, ex-bras droit de la présidente. Marine Le Pen tente néanmoins de disputer à Jean-Luc Mélenchon, leader du mouvement La France insoumise, le costume de premier opposant à Emmanuel Macron. Depuis la

fin novembre, l'élue d'Hénin-Beaumont lâche à nouveau ses coups et elle a proposé une alliance à Laurent Wauquiez, alors donné gagnant dans la course à la présidence des Républicains. Celui que ses adversaires au sein de la droite accusent d'effacer la frontière avec l'extrême droite a décliné l'offre, persuadé qu'un discours ferme sur l'identité et l'immigration lui permettra de siphonner l'électorat du Front national. Mais les modérés du parti s'inquiètent de voir la droite traditionnelle se radicaliser à force d'investir les thématiques conservatrices et nationalistes longtemps laissées au monopole du FN.

Les populistes au Bundestag

Lors des législatives allemandes du 24 septembre, la « finale » européenne selon Mark Rutte, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'a certes pas réussi à détrôner la chancelière, mais le parti populiste a atteint son objectif : terminer troisième (avec 12,6 % des voix) derrière les conservateurs et les sociaux-démocrates. Porté sur les fonts baptismaux à peine quatre ans plus tôt, ce parti anti-islam, antimigrants, antieuro, climato-sceptique et révisionniste a envoyé 92 députés au Bundestag. L'arrivée de l'extrême droite au Parlement constitue un choc pour une partie de l'opinion allemande, toujours hantée par le souvenir du nazisme. Malgré une lutte fratricide entre ses dirigeants, l'AfD a su profiter du mécontentement né de l'afflux, en Allemagne, de plus d'un million de demandeurs d'asiles en 2015 et 2016.

Après l'échec de ses négociations avec

les libéraux et les écologistes, Angela Merkel s'est résignée, au nom de la stabilité politique de l'Allemagne, à l'idée de reformer une « grande coalition » entre conservateurs et sociaux-démocrates. Rien de tel en Autriche. La lassitude des électeurs envers une telle alliance, qui a gouverné le pays pendant dix ans, a conduit le grand vainqueur des législatives du 15 octobre, le conservateur chrétien Sebastian Kurz (ÖVP), à se tourner vers l'extrême droite (FPÖ), arrivée à la troisième place, et non vers les sociaux-démocrates, deuxièmes. Le jeune homme de 31 ans s'apprête ainsi à gouverner avec le tribun eurosceptique Heinz-Christian Strache, son aîné de dix-sept ans. Ce n'est pas une surprise : les thèmes de la campagne électorale de Kurz le rapprochent de la droite populiste et la coalition projetée n'est pas inédite. En 2000, le mariage entre la droite conservatrice et l'extrême droite de Jörg Haider avait provoqué un tollé européen et l'adoption de sanctions par l'Union. Dans le contexte actuel de montée des partis populistes et antimigrants en Europe, il n'est plus question d'indignation et de levée de boucliers. D'autant que l'europhile Sebastian Kurz rassure : une « orientation européenne claire » est un préalable pour intégrer son gouvernement.

Reste que le FPÖ prône un rapprochement entre Vienne et le « V4 », le groupe de Visegrad, dont les membres, Pologne et Hongrie en tête, forment un front souverainiste et antimigrant qui donne du fil à retordre aux pays contributeurs de l'Ouest et aux institutions européennes. La Commission peine à faire

respecter l'Etat de droit dans ces deux démocraties devenues « illibérales ». La future orientation de la République tchèque, autre membre du groupe, inquiète elle aussi, après la victoire aux législatives d'octobre du mouvement populiste ANO, dirigé par le milliardaire Andrej Babis. Le « Trump tchèque », qui a fait campagne sur la lutte contre l'accueil des migrants et la zone euro, a été contraint de former un gouvernement minoritaire après le refus de ses partenaires potentiels d'entrer en coalition avec lui. Déjà secouée par la sortie du Royaume-Uni, l'Union se retrouve ainsi confrontée à l'émergence, en son sein, d'un « bloc de l'Est » opposé à bien des valeurs européennes. ♦